



24 février 2021, à Bruxelles

Réforme des rythmes scolaires : Les mouvements de jeunesse francophones expriment leurs réserves à la Ministre de l'Enseignement

Si les objectifs de la réforme des rythmes scolaires et les scénarios envisagés sont loin d'être nouveaux, l'emballement soudain du processus politique a de quoi surprendre. C'est en effet avec étonnement et inquiétude que nous voyons le calendrier des travaux préparatoires s'accélérer au niveau du cabinet de madame Désir, en vue d'une validation de la réforme courant du printemps, le tout pour une mise en œuvre à l'horizon de la rentrée 2022. C'est pourquoi nous interpellons aujourd'hui madame Désir : il nous est impossible de soutenir le projet dans les conditions actuelles, notamment en l'absence de proposition claire sur la manière d'absorber les différents risques identifiés.

Nous, les cinq mouvements de jeunesse francophones, représentons ensemble une part considérable du secteur de la jeunesse et de l'éducation non formelle. Pourtant, **nous ne savons rien ou presque de la proposition élaborée actuellement par la Ministre de l'Enseignement**. Nous avons dès lors interpellé madame Désir, car les zones d'ombres qui entourent ce projet suscitent de vives inquiétudes au sein des mouvements de jeunesse, plus encore au vu du calendrier extrêmement court qui est envisagé. Notre volonté n'est pas d'empêcher une réforme qui serait bénéfique aux jeunes, bien au contraire, mais, en tant que représentants de plus de 110 000 jeunes et bénévoles, il est de notre devoir de nous assurer qu'au vu de l'ampleur du chantier, le projet soit minutieusement préparé, planifié et budgétisé pour atteindre ses objectifs.

Depuis plus d'un an, et en concertation avec le reste du secteur, **nous avons réalisé une analyse de fond de cette réforme, sur la base de l'étude de faisabilité réalisée par la Fondation Roi Baudouin (FRB)** publiée en septembre 2018. Il y est fait état de trois conditions *sine qua non* pour rendre le projet de réforme acceptable par tous les secteurs impactés :

- *La réforme ne peut se faire de manière isolée ;*
- *On ne peut entamer la réforme des rythmes annuels sans repenser l'offre extrascolaire (stages, crèches, académies, ...)* ;
- *La réforme ne peut se faire sans un alignement et une adaptation des autres agendas (parmi lesquels l'organisation des stages et des camps).*

Soucieux de prendre une part active à une réforme ayant pour objectif de favoriser l'apprentissage et le bien-être des jeunes, **nous avons identifié les risques et opportunités d'une telle réforme pour notre secteur, et les pistes d'actions concrètes permettant de limiter les impacts négatifs pour nos jeunes.**

Nous avons également déjà fait part à la Ministre de nos besoins incontournables en termes d'accompagnement de ce changement d'ampleur. Des besoins également mis en exergue dans l'étude de faisabilité de la FRB :

- *Budgétiser le projet et revoir l'organisation et la subsidiation de l'offre extrascolaire ;*
- *Prévoir un délai suffisant (deux ans selon l'étude) entre l'annonce de la réforme et sa mise en œuvre ;*
- *Articuler voire aligner la réforme des rythmes du primaire et du secondaire à celle de l'enseignement supérieur et des autres communautés linguistiques.*

Malgré ces sollicitations, **les mouvements de jeunesse ne sont toujours pas partenaires à part entière de cette réforme** qui bouleversera les systèmes scolaire et extrascolaire. Les bribes de proposition qui s'échappent dans la presse ne sont par ailleurs pas de nature à nous rassurer. **L'alignement entre les communautés linguistiques n'est pas évoqué.** Et **l'articulation de ce nouveau rythme avec l'enseignement supérieur** ne semble pas non plus être à l'ordre du jour des discussions.

Quant à nos besoins, s'ils ont été entendus, nous n'avons aujourd'hui reçu aucun engagement sur leur prise en compte, ni sur un accompagnement effectif et suffisant de notre secteur dans la gestion des impacts de cette réforme. Enfin, et c'est loin d'être anodin, **la période de deux ans prônée par la FRB pour permettre une mise en œuvre efficace et sereine de cette réforme n'est pas respectée.**

Par ailleurs, nous nous interrogeons plus largement sur le calendrier proposé. À l'heure où notre société connaît une crise sans précédent qui nous impacte à tous les niveaux, est-ce raisonnable d'imposer une réforme majeure dans un délai si court ? Nous souhaitons attirer l'attention de madame Désir sur le fait qu'**une telle réforme conduira à une nouvelle période d'instabilité et d'adaptation majeure, à un moment où la société, et notre jeunesse en particulier, aurait probablement plus que jamais besoin de retrouver stabilité et repères.**

Nous souhaitons participer à la construction de cette réforme et apporter notre expertise dans la mise en œuvre de celle-ci. Mais en l'état, notre collaboration n'apparaît pas comme un partenariat dont les acteurs se soutiennent mutuellement. Nous avons fait notre part du travail en dressant un état des lieux des difficultés que nous ne manquerons pas de rencontrer ; **nous demandons donc au gouvernement de prendre en compte ce travail et de nous faire une proposition claire, assortie d'engagements fermes, avant de concrétiser son projet.**

Contacts presse

Les Scouts ASBL

Coline Wellemans – attachée de presse

Adrien Mogenet – porte-parole

presse@lesscouts.be – 0498 91 88 81

Les Guides Catholiques de Belgique

Romain Castelet : presse@guides.be – 0499 69 95 88

Scouts et Guides Pluralistes de Belgique

Léa Gros : communication@sgp.be – 0489 11 43 05

La Fédération Nationale des Patros

Laura Godderie : laura.godderie@patro.be – 0471 85 98 38

Les Faucons Rouges

Philippe Heuschen : info@fauconsrouges.be – 0475 52 07 19